



COM

60 RUE VERGNAUD
75640 PARIS CEDEX 13
www.fo-com.com
telecoms@fo-com.com



.....
CRISE FINANCIÈRE, CRISE ÉCONOMIQUE:
.....

Ce que la direction nous prépare... sans nous le dire

■ **Les contribuables paieront, les salariés aussi**

Banquiers à la mine défaite, traders à la rue en caleçons rayés, libéraux de Bruxelles soudain aphones... Le capitalisme d'actionnaires, hier si vanté, est aujourd'hui cul par-dessus tête. Spectacle plutôt réjouissant quand, quotidiennement, on souffre du système. À FO, nous nous mêlerions volontiers à l'hilarité générale. Mais nous sommes convaincus que le capitalisme financier appliquera, comme à chaque nouvelle crise, la même recette : prendre l'argent là où il est. C'est-à-dire chez les contribuables que nous sommes.

■ **Les contribuables payeront le prix de la dérégulation orchestrée par les ultralibéraux !**

Pendant que le monde tremble, les experts se succèdent à la radio et à la télévision. Et ils nous tiennent tous à peu près le même discours. « *C'est normal, ça ne pouvait pas*

continuer comme ça... ». FO pose la question : « *pourquoi le monde a-t-il été ébranlé par une catastrophe presque annoncée ?* ». Tout simplement parce qu'il n'y a plus qu'une vérité. Celle des financiers. Celle du « *toujours plus* » de rentabilité et du « *toujours plus* » de « *fric* ». Logique extravagante : au cours de ces dernières années les banques se sont mises à spéculer sur leurs propres dettes !

Cette quête destructrice du « *toujours plus* » n'est jamais au service des salariés. Au final, ce sont toujours les salaires, les conditions de travail, la santé et la vie de famille qui se détériorent.

LA NÉGOCIATION, C'EST NOTRE FORCE

■ France Télécom : le prétexte de la crise contre les salariés ?

Le marché financier mondial en crise manque cruellement de liquidités. Après les banques centrales, les États, à leur tour, injectent de la liquidité dans le système bancaire. Et sans cet effort gigantesque, on parle de 320 milliards de dollars rien que pour la France, imaginez un instant le tsunami avec son cortège de faillites qui provoqueraient une réaction en chaîne incontrôlable. En effet, si chacun d'entre nous prenait peur et allait chercher ses économies, le système exploserait : nous ne pourrions vraisemblablement pas récupérer nos économies. Sauf à faire tourner la planche à billets. Ce mouvement de panique aurait pour conséquence de relancer une inflation galopante. À terme, les économies que nous aurions pu sauver dans ce marasme pourraient bien fondre comme neige au soleil.

Personne ne le conteste. Cette crise financière aura des effets immédiats et directs sur ce qu'il est convenu d'appeler l'économie réelle. En clair, les entreprises et même les plus grosses d'entre elles. Leur capacité d'investissement va chuter pour deux raisons :

- d'une part, elles vont avoir de grandes difficultés à lever des capitaux pour financer leurs investissements,
- et d'autre part, le prix de l'argent va augmenter.

France Télécom reste fortement endettée. Conséquence : sa capacité d'investissement est aujourd'hui menacée

Depuis plusieurs années, la direction de France Télécom a adopté une stratégie essentiellement financière. L'entreprise a d'abord misé sur les cinq zéros : zéro défaut, zéro délai, zéro stock, zéro panne, zéro

papier. Au cours de ces dernières années, la direction a cultivé un sixième zéro, bien plus radical encore : le zéro « capital ». Voilà l'explication de cette trouvaille. Les actionnaires, État en tête, exigent que France Télécom fasse un usage parcimonieux des capitaux investis dans l'entreprise. Le principe est simple : moins les actionnaires « mettront de leur poche », plus leur rentabilité sera grande ! Pour économiser ces capitaux, il faut trouver l'argent ailleurs. Et qui mieux que les banques ! Au même titre que les actionnaires, la direction y trouve son compte. L'emprunt coûte moins cher que l'appel de fonds propres auprès des actionnaires. Et puisque les intérêts de l'emprunt sont garantis contractuellement, les banquiers prennent moins de risques que les actionnaires. Du coup, le niveau d'intérêt versé à l'établissement bancaire est moins élevé que le revenu exigé par un actionnaire. Et en plus, les intérêts sur la dette sont fiscalement déductibles !

Résultat : l'entreprise a un taux d'endettement de 1,99 % de la marge brute opérationnelle (MBO). Un taux d'endettement, nous dit-on, comparable à celui de nos concurrents... Mais la crise financière va changer la donne. Avec elle, deux options s'offrent à la direction :

- la première consiste à alléger les actifs de l'entreprise en externalisant encore plus d'activités non stratégiques, voire fonctionnelles, comme la comptabilité ou le système d'information.
- la seconde consiste, au contraire, à faire appel aux actionnaires, l'État en tête, pour désendetter l'entreprise et financer les investissements nécessaires à son développement.

Pour FO, l'État actionnaire doit prendre ses responsabilités ! Il doit désendetter l'entreprise et financer sa pérennité.

Ne nous leurrons pas, l'avenir du « service public » rendu aux citoyens est à ce prix. L'État actionnaire doit, par ailleurs, pousser la direction de France Télécom à protéger les emplois de ses salariés. La gestion des

emplois et compétences est un dossier qu'il est de plus en plus urgent de mener à bien au sein de l'entreprise. C'est en tout cas, pour FO Communication, une priorité absolue.

LA NÉGOCIATION, C'EST NOTRE FORCE

Les emplois doivent être pérennisés. L'entreprise de demain doit se faire avec les salariés d'aujourd'hui. Un aménagement des fins de carrières doit être financé par l'État actionnaire et proposé aux salariés concernés, afin de permettre le recrutement de jeunes sur lesquels reposera l'avenir de notre entreprise.